

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

19 AU 25 AVRIL 1990

N° 781

10,00 F



DROGUE

## Vivre libre ou « accro » !

**F**AUT-IL dépénaliser la drogue ? Après trente ans d'hypocrisie, il semble que la question soit enfin posée.

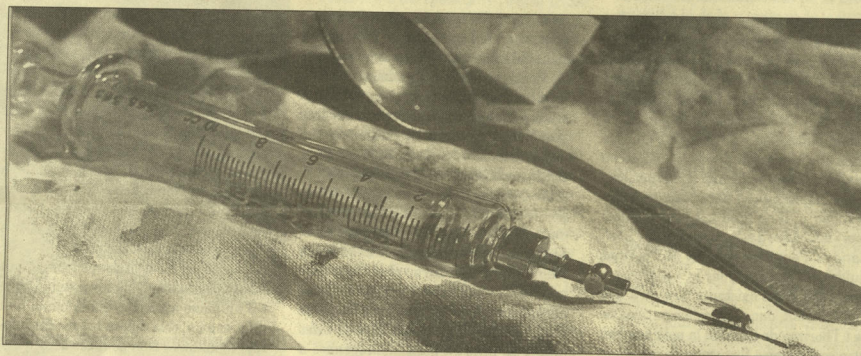
En trente ans, les toxicos ont perdu leur image d'élite un peu bohème pour être assimilés à des gauchistes soit baba-cool, soit fauteurs de troubles. Ils sont ensuite devenus un thème inépuisable pour les pisse-copie en mal d'exotisme choc. Que de mères a-t-on fait trembler devant des clichés de jeunes semi-cadavres, que de conneries n'a-t-on pas écrites sur l'art et la manière d'identifier un drogué, que de boucs émissaires, aussi, auxquels on a imputé le « mal du siècle ». Serions-nous en train de nous apercevoir que tout le monde se drogue, que nous nous droguons tous ? Qu'aucun anathème n'a porté, qu'aucune prédiction n'a rien prévu, et surtout qu'aucune prohibition n'a rien empêché ? Aujourd'hui, la drogue illicite se trouve aussi bien dans les hameaux de nos campagnes que dans les tours de déicides — avec des concentrations plus voyantes dans les banlieues. Beau résultat, en vérité, que celui de trente ans de prohibition, de sanctions exorbitantes et d'aveuglement volontaire...

### Amis prophètes, bonsoir !

La drogue est partout. Au point qu'elle a rendu caduques tous les discours traditionnels, y compris, bien sûr, ceux de l'ultra-gauche, pourtant fertile en opinions contradictoires.

Laisser faire, revendiquer la liberté de se droguer si bon nous semble, refuser toute notion d'interdiction ? Une théorie qui se tiendrait, si la drogue était véritablement un choix libre et individuel. Mais le discours oscille entre le ridicule et l'obscène, pour peu qu'on l'applique aux cités ouvrières américaines dévastées par le crack.

La drogue est aussi un phénomène de société, et une question de fric. D'où de



belles envolées lyriques stigmatisant dans la dope « une arme capitaliste destinée à asservir la jeunesse prolétarienne et la détourner de la lutte politique ». Certes, la drogue, comme la prison, joue un rôle sinistre de « régulateur social », les jeunes drogués rejoignant les jeunes délinquants et les jeunes chômeurs dans la triste cohorte des « problèmes sociaux ». A l'évidence, la drogue a aussi été sciemment utilisée à des fins politiques. A titre d'exemple, les squats anarchistes italiens des années 70 ont été délibérément détruits par l'héroïne, subitement devenue abondante et presque gratuite. Les prix ont ensuite augmenté, transformant toute une jeunesse libertaire et populaire en zonards tenaillés par le manque.

(suite p.3)

**Le 1er Mai, à 10 heures, RASSEMBLEMENT, à l'appel de la Fédération anarchiste, place de la Bastille (angle de la rue de la Roquette), en présence de nombreuses délégations étrangères.**

**De 14 h à 22 h, COLLOQUE LIBERTAIRE à L'AGECA, 177, rue de Charonne 75011 Paris (voir p.4).**

LOGEMENT

## Paris, pour qui ?

Il paraît qu'un organisme économique international a adressé des félicitations à la France pour sa situation financière. Si j'ai bien compris, question profits le bilan est donc globalement très positif pour la France sous la houlette de Mitterrand, Delors, Fabius and Co. Les totalitarismes communistes ont beau s'effondrer à l'Est, le capitalisme d'Etat, ça les connaît !

Chirac et le reste de l'opposition parlementaire, voyant qu'on joue si bien la partition à leur place, n'ont pas encore songé à une fin honorable par hara-kiri, tout au plus se font-ils sérieusement un sang d'encre. Le maire de Paris est comme à l'habitude écartelé entre la perspective de son « destin national » et l'aménagement de la capitale.

En effet, bien qu'ayant la majorité dans toutes les instances départementales Jacques Chirac et ses lieutenants se demandent si le premier ministre, qui est à l'initiative d'un projet d'aménagement de l'Île-de-France, n'aurait pas, dans le « livre blanc » qui le présente, indiqué que la partie visible de l'iceberg. A quoi sert que le Corrézien contrôle les mairies des vingt arrondissements de Paris et l'Office des HLM si l'Elysée et Matignon décident des grands projets, genre Bercy II et la Très Grande Bibliothèque (TGB) ?

Il y a des lustres, au temps de l'âge d'or de Charlie Hebdo, François Cavanna

me avait déjà décrit le scénario : les entreprises et les couches populaires hors de Paris ; la ville intra - muros pour les « happy few », les finances et le tertiaire. Il ne croyait pas si bien dire : qui aurait pensé, un jour, qu'il y aurait des salons de thé et des antiquaires rue de Lappe ?

Des projets (comme au Marais où d'anciennes boucheries deviennent des magasins branchés) seraient en marche pour la rénovation du quartier du Sentier, comme pour la Goutte-d'Or... Des « villages » aseptisés pour revenus élevés.

La nouvelle récente de la vente de l'immeuble des Nouvelles Messageries de la Presse parisienne active le processus. Parallèlement à cela, affichant dans les faits les ambitions d'une grande place financière, Paris voit les prix du mètre carré des bureaux flamber pour rattraper le temps perdu. Il n'y a pas que dans le « triangle d'or » (Etoile, Madeleine et pont de l'Alma) que les prix sont exorbitants, dans le 11e arrondissement cela atteindrait 70 000 F le mètre carré. Les avis autorisés disent qu'à Tokyo, New York et Londres c'est pire encore et que ça se calmera chez nous quand les prix seront au niveau des autres capitales financières.

Vu que l'Etat socialiste a reçu un quitus, avec félicitations, pour sa bonne gestion du capitalisme, il faut que la Ville Lumière, l'ancienne Lutèce, se mette au goût du jour et devienne comme ses « grandes

**E**ditorial  
Ca y est l'URSS reconnaît ses crimes ! Enfin il ne faut pas pousser, uniquement ceux de Staline. La presse étale à la une le massacre de Katyn que les soviétiques reconnaissent avoir commis après en avoir accusé les nazis. On expie, on expie mais surtout on met tout sur le dos de Staline qui, il est vrai, était une sacrée enflure. Mais les anarchistes, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, sans déformer l'histoire, c'est bien grâce à Lénine et Trotsky qu'il ont connu les goulags sibériens et la balle dans la nuque. A cette époque, Staline ne montrait pas trop sa binette. En 1917, c'était bien Lénine qui menait la danse pour couler la chappe de plomb. Puisque le pouvoir actuel reconnaît la primauté du capitalisme, tout en se réclamant de Lénine, on prend Staline comme bouc-émissaire et on se remplit les poches avec Gorbatchev. Et de toute manière, les anarchistes ne sont que des « emmerdeurs » et moins il y en a moins ça dérange les partisans de l'Etat.

sœurs » une plaque tournante de la haute finance internationale.

Paris resterait encore 30% moins cher que Londres, ce qui attire les investissements suédois, britanniques, hollandais, sans oublier les Japonais. Tout cela voulant renforcer la France face à l'Allemagne dans l'Europe de demain ! Quand les grands projets du tandem Rocard - Mitterrand rejoignent ceux du capitalisme international !

A Boulogne-Billancourt, les pourparlers pour la vente de Renault sont engagés. Logements de luxe, lofts ou logements sociaux ? Le combat sera âpre d'ici à avril 1992, date présumée de la fermeture des ateliers.

Au siècle dernier, l'infatigable baron Haussmann avait voulu assainir Paris et ses quartiers populaires. Aujourd'hui, avec la soft-idéologie qui englutit tous les rapports sociaux, les choses ne sont pas annoncées clairement. Mais une ville propre, sans affichage sauvage, sans graffitis, sans troubles d'aucune sorte est le consensus qui permettrait au capitalisme « high-tech » de s'épanouir, réalisant l'unité nationale. Belles perspectives de lutte pour ceux à qui vie de quartier, résistance à l'Etat et émancipation sociale tiennent encore à cœur !

Alexis Pierre

T 2137 - 781 - 10,00 F



F° P 2520



# Au-delà de l'Etat

**S**OUS le titre *Au-delà du droit des peuples*, paru dans le quotidien *Libération* (1), M. Jean-Luc Pouthier nous a donné l'occasion de lire quelque chose de très intéressant et

en même temps de très décevant. De quoi s'agit-il ? La contribution de M. Pouthier est une invitation au dialogue autour de la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il constate que le droit à l'autodétermination a permis de cautionner un fait et son contraire : d'une part, la possibilité pour un peuple de se doter « librement » d'une constitution, la Lituanie d'aujourd'hui par exemple, et d'autre part l'invocation par un Hitler de ce même droit des peuples à modeler leur « espace » comme ils l'entendent. Il nous rappelle fort justement aussi qu'au nom du principe de non-ingérence on a vu la paix des grands de l'après-guerre être l'oubli des persécutés de par le monde. Même principe qui fit renoncer Léon Blum à tendre la main à l'Espagne républicaine, tandis que Mussolini et Hitler alimentaient les troupes du général Franco, ou que Staline dépêchait ses hommes de main du NKVD, de crainte qu'une autre « étoile » ne lui ravisse la vedette. Et c'est encore au nom de ce principe que les réfugiés espagnols, qui entre-temps se sont engagés dans la résistance continueront seuls leur combat de maquisards pour renverser Franco dans les années 50 - 60.

## La confédération des Etats existants

M. Pouthier nous met également en garde contre cette « fausse légitimation juridique du nationalisme » : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est en quelque sorte la prime au nationalisme.

Le Pen l'a fort bien compris, lui qui agit les gris-gris d'un mythe fondateur de la nation pour justifier ses outrances et convaincre de la nécessité d'exclure l'« autre ».

Fort de ces remarques, notre auteur

nous laisse dans l'expectative quant à la nature de cette « confédération », et surtout il nous laisse à la porte d'un palais idyllique, sans clé pour y pénétrer, et où « la guerre serait sinon impossible, du moins improbable et illégitime entre ses

commune si tous n'en ressentent pas le bénéfice. Ainsi, la vague nationaliste n'est pas tant une affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qu'une tentative pour s'extirper de situations intolérables où ils ont été mainte-

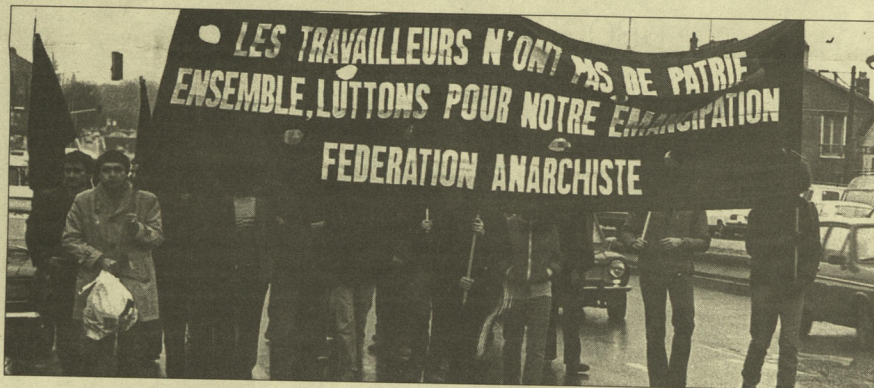
longue guerre qui n'a pas éradiqué la guerre. La ségrégation raciale, le génocide indien, la guerre économique au-delà des frontières et à l'intérieur, entre les classes sociales, enfin la guerre armée sur toutes les parties du globe, agissent encore aujourd'hui.

## La question des « minorités »

Qu'en est-il des « minorités » ? Elles n'ont pas toutes pour projet ou souci premier de se constituer en Etat-nation. A-t-on déjà vu les Tziganes ou les Indiens d'Amérique réclamer le droit de se constituer en Etat indien ou tzigane ? Non, et il en est de même pour bien des peuples que l'on taxe de primitifs, d'oisifs, d'aborigènes, sous-développés qui ne connaissent pas les joies de la civilisation. On comprend ce que recouvre cette notion de « minorité », toute la vanité qui s'en exhale, et la tentative de minorer par un procédé linguistique qui dévalue, un fait majeur, celui de groupes humains.

Toute confédération ne peut être en réalité qu'une fédération de multiples « minorités » ou « peuples » ; eux-mêmes ne peuvent résulter que d'une fédération libre de multiples groupes et individus, précisément ce que ne sont pas les Etats. Les autonomistes basques, bretons, corsés en sont chez nous des preuves vivantes, même si l'on ne partage pas l'ensemble de leur conclusion. Le fédéralisme est un acte volontaire qui admet de fait le droit de sécession des « minorités » ou des individus, il découle d'un pacte associatif dont chacun reconnaît le bien-fondé et c'est à ce seul niveau sans doute que la formule « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » peut tirer ses lettres de noblesse et prétendre à l'universalité.

On voit à ce point de la réflexion comment ce fédéralisme politique n'a de sens que s'il admet le fédéralisme économique basé pareillement sur des pactes associatifs libres, convenus sans



conclut à la pertinence qu'il y aurait à « inverser ce processus » de parcellisation à l'infini, où le « droit des minorités ne passe pas obligatoirement par leur constitution en Etat-nation », mais où l'idée de « constructions étatiques pluricommunautaires » devrait être creusée. Bien que le « communisme ait totalement échoué : soixante-dix ans d'internationalisme aboutissent à davantage de nationalisme », il ne faudrait pas renoncer aux « tentatives de dépassement de l'Etat-nation ». Peut-être, nous dit M. Pouthier, faudrait-il œuvrer pour la « confédération » des Etats existants plus qu'à leur émiettement, dans une cohue nationaliste à l'horizon de laquelle la paix pourrait être compromise. Beaucoup de questions en fait, et peu de réponses, M. Pouthier

membres ». Décevant à plus d'un titre donc, car bien que nombre d'éléments aient été correctement posés, on voit que M. Pouthier ne s'est pas débarrassé de certains préjugés qu'il arrive pourtant à discerner chez les peuples, cela est très vrai lorsque ayant cité E. Gellner : « Les nations, comme les Etats, relèvent de la contingence et non de la nécessité universelle », il demande « quel peuple serait prêt à entendre aujourd'hui un tel discours ? » N'a-t-il pas lui-même perdu une occasion de comprendre l'Etat et en même temps d'éclairer plus complètement notre lanterne ? Quelle étrange affirmation que celle où il nous parle d'un « déclic » qui aurait poussé « des foules de plus en plus nombreuses à accepter la "nation" comme moyen d'identification collective primaire ». Faut-il rappeler la résistance vendéenne à l'Etat jacobin pour ne citer qu'elle ? En fait de « déclic », il s'est agi d'une guerre de conquête à caractère militaire, économique et idéologique, avec transposition a posteriori d'un fond commun (culturel, religieux, ethnique) sur une carte géographique investie d'imaginaire pas toujours accepté précisément. Les efforts d'unification nationale sur la base d'une langue commune, parlée ou écrite, ont montré eux aussi quelle part d'imaginaire il comportait, et comment il s'agissait, pour l'essentiel, d'imposer un parler commun : celui des maîtres.

## L'équation

Si par ailleurs notre auteur s'était penché sur l'équation peuple = nation = Etat, qui a fondé tant de républiques et de démocraties sans jamais prévenir la guerre, il aurait pu constater qu'il manquait au moins un paramètre à sa dissertation. Il ne peut y avoir de référence

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication : Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : Gaspard-Monge, 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers  
 Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse



« diffusion des instincts grégaires », elle est sourde et au cœur des sociétés divisées, la guerre économique que se livrent les classes y est permanente.

Le rêve caressé par M. Pouthier d'une « confédération d'Etats pluricommunautaires », ce qui n'est d'ailleurs pas très nouveau, fait penser au sourire de l'aveugle qui traverserait une terre de désolation où les cris d'agonie seraient couverts par une bande-son renvoyant des bruits de fête et des cris joyeux. La confédération des Etats-Unis d'Amérique a été l'aboutissement d'une

contrainte. La question nationale ne peut être pensée indépendamment de la question sociale, surtout si l'on compte s'atteler à la question de la guerre et de ses causes.

Cette paix qu'entrevoit M. Pouthier pourrait bien être celle qu'impose un léviathan éclairé et confédéré, c'est Babel enfin érigée et indémodable, c'est la guerre impossible (ou presque) de l'univers orwellien ou du *Meilleur des mondes*.

Bruno (groupe du XIe)  
 (1) *Libération* du 16 mars 1990.

lemonde  
**libertaire**

Rédaction-Administration  
 145, rue Amelot  
 75011 Paris.  
 Tél. : (1) 48.05.34.08.

### Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Pays .....  
 A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.



DROGUE

# Vivre libre ou « accro » !

(suite de la une)

## Big Bush nous veut du bien

Mais la drogue frappe et détruit dans tous les milieux, et l'arme contre les prolétaires est en passe de devenir dangereuse pour le système social tout entier. Ce « drame », selon la formule consacrée, n'aurait peut-être pas pris une telle ampleur si tant de bonnes familles ne s'étaient aperçues que cet enfant qui se droguait était le leur. Il paraît néanmoins peu probable qu'un Etat, quel qu'il soit, réagisse à la seule détresse d'une population. Ainsi, si Bush s'est brusquement lancé dans une énorme offensive antidrogue, ce n'est pas tant pour des raisons humanitaires ou de santé publique qu'à cause du taux fluctuant des narcodollars. Le très bon livre de Jean Ziegler, *La Suisse lave plus blanc*, explique que l'argent de la

drogue présente un authentique danger pour Wall Street : des sommes d'argent colossales et totalement indépendantes de l'économie américaine risquent de déstabiliser la Bourse, de multiplier les OPA dévastatrices, voire de provoquer un nouveau crash mondial.

Si les drogues dites dures n'ont pas pour principale fonction d'asservir la jeunesse ouvrière, n'en déplaise aux acharnés du manichéisme social, elle n'en reste pas moins l'expression d'un désespoir et d'un espoir, le mariage de la douleur et du plaisir, du divorce entre un individu et une réalité. Des fractures qui peuvent, somme toute, concerner toutes les catégories de la population. De fait, de clochard accro à la colle à rustines au journaliste fébrile tirant sa ligne, en passant par la secrétaire bourrée de valium et le zonard s'essayant aux délices du crack, tous cherchent une évasion, une illusion. Les notions de classes n'interviennent — mais avec quelle obscurité ! — dans le coût de la drogue.

## Des peines indexées au statut

Les tranquillisants et euphorisants sont généreusement prescrits et remboursés ; la coke, en dépit des énormes sommes illégales qu'elle draine, n'est sanctionnée qu'au niveau des « fourmis », les consommateurs « chébrans » n'étant jamais sérieusement inquiétés ; en revanche, les dealers, consommateurs et dealers-consommateurs de drogues « de pauvres », héro, shit ou crack, écoperont de décennies de prison dans une totale indifférence.

Le coût social de la drogue est lui aussi rigoureusement indexé sur le statut du consommateur. Ni le jeune cadre dynamique ni l'employé « moyen » ne seront d'emblée exclus du système. Les pauvres, eux, vivront leur marge jusqu'au bout de l'enfer. Dépénaliser ou pas ? La question n'a rigoureusement aucune incidence sur les images atroces qui font, de plus en plus, le quotidien des villes. Ce jeune tremblant, fiévreux, puisant l'eau de sa shooteuse dans les réserves d'un radiateur ; cette jeune femme automate sur le bord d'un trottoir ; les zombies maculés de Karposis sur les bancs du métro, nous les avons tous vus. Sans rien trouver à dire.

De fait, quelles réponses apporter ? Aucune association, aucun parti politique, aucune instance administrative ne semble avoir trouvé le moindre balbutiement de réponse crédible. Passons sur les « mères courage » italiennes, harpies parapolicières proclamant haut et fort leur intention de balancer leurs enfants, leurs dealers et leurs clients ; passons sur la « thérapie pénitentiaire » qui ne connaît que deux étapes : les atroces crises de manque et la shooteuse dans la demi-journée suivant la sortie ; sur les mouiroirs à toxiques sidatiques derrière les murs... Quant aux centres de désintoxication volontaire, ils n'ont guère fait qu'une preuve, positive mais



Au café. © Irène Barki (SIPA).

canons. La dépénalisation de la drogue ne relève ni de la morale ni de la justice, mais du bon sens et de l'urgence : il paraît difficile d'aggraver la situation actuelle, faite d'hypocrisie répressive, de férocité aveugle.

La dépénalisation comporte des dangers, pas toujours faciles à répertorier : médicalisation et fichage à outrance, augmentation du nombre d'usagers, créations de ghettos médico-sociaux, à l'image de Central Park à Zurich... Autant d'écueils que la société n'évitera probablement pas, tant que les populations concernées — nous tous — n'auront pas pris, individuellement et collectivement, les choses. Mais un quotidien moins dur, moins violent, ne condamne pas forcément les lendemains qui chantent.

Pascal Choisy

## Tirons sur l'ambulance

« Les thèses du FN sont les miennes à 99,9% »

J. Médecin

**A**vrai dire, on l'avait bien compris : Médecin est un de ces politiciens qui adhèrent aux « valeurs communes », dont parlait Pasqua, entre le FN et le RPR. Le maire de Nice louait la semaine passée « le talent extraordinaire de Jean-Marie Le Pen » dans les colonnes de *National hebdo*. Il faut lui reconnaître qu'il n'est pas mal dans le genre lui non plus.

Ne pas paraître accablé par une telle accumulation d'affaires, quel talent ! Il est vrai que, comme Jean-Marie, il a trente ans de métier. Incriminé dans de nombreuses affaires, accusé de nombreuses magouilles, il s'est toujours débrouillé pour éviter l'explication publique. Il faut un certain talent pour ça, et surtout pas mal d'amis bien placés pour étouffer les affaires. On se souvient d'un certain « droit de réponse » de Michel Polac auquel il n'avait pas daigné répondre (toutes les accusations étaient des calomnies). On se souvient de nombreux articles du *Canard enchaîné* restés sans réponses, sans parler de la photo agrandie par le « *Canard* » de l'agenda posé sur le bureau de Chirac : « voir affaire Médecin... »

## Un bon chrétien

Jacques Médecin voulait, l'an passé, construire une vierge monumentale — la plus grande du monde — sur une hauteur visible de tout Nice. Certains nîçois n'étaient pas d'accord... Comment croire qu'un si bon chrétien soit poursuivi par le fisc pour fraude... Celui-ci lui réclame 2,2 millions de francs pour 1980 ; 15,5 millions pour 1985, et plusieurs enquêtes sont toujours en cours sur les diverses sociétés qu'il dirige. Rassurez-vous le soi-disant descendant des Medici a déposé tous les recours nécessaires en justice pour ne pas payer de sitôt.

Et puis il y a cette phrase sur les israéliennes. Le maire de Nice sait-il qu'il est bien révolu le temps où « les paroles s'envolent et les écrits restent ». FR3 a bien fait de ressortir pour l'occasion quelques archives révélant bien que la dernière phrase antisémite n'était pas une « parole malheureuse » mais réellement symptomatique de la xénophobie du personnage (1).

C'était quand même un peu trop ; il a donc eu « une parole malheureuse » et aussitôt les siens lui ont pardonné. Cette chère Annie Kriegel trouve même des excuses à Schönhuber d'avoir été un Waffen SS ! (*Le Figaro* du 9 avril)

Médecin souhaite visiblement être exclu du RPR et accueilli à bras ouverts au FN ; comme tous les racistes qui refoulent leurs opinions jusqu'à ce qu'ils se sentent assez nombreux, assez forts pour se laisser aller, et se permettre n'importe quoi.

Le Furet

(1) Lors de meetings en 1985 et 1986 Médecin alarmait les électeurs sur l'invasion de la France « par les macaques », par exemple...



L'heure du shoot

## DROGUE

### De la révolte suicidaire à la révolte constructive

L'étudiant qui « tient » aux amphés, l'employé sous tranquillisants, l'ouvrier alcoolique, l'artiste défoncé à la coke, le jeune prolétaire inhalant son trichloréthylène, ont-ils choisi leur drogue ?

Leur part d'autonomie dans ce choix est certainement très limitée. La drogue est un modèle de comportement proposé socialement. La démonstration paraît évidente en ce qui concerne l'alcool et le tabac. Les drogues illicites renvoient également à une image sociale. Baudelaire à son époque se fit l'agent médiatique de l'ivresse et des drogues, tout comme la culture pop des années 70. Les pop-stars, guides spirituels de toute une jeunesse, bravaient les tabous : le sexe, la morale, la famille et la drogue. Cette jeunesse trouva en eux des modèles de contestation. L'usage des drogues se voulait positif : convivialité, amour, découverte de soi, développement de ses capacités. On planait.

Aujourd'hui, le modèle proposé est différent. On se défonce. La drogue est dans les cités, les ghettos. L'enfer a remplacé le paradis. Les médias et les multinationales ont vendu la pop-culture. Aujourd'hui, le « marché de l'enfer de la drogue » est tout aussi porteur. Soumission et auto-destruction, voilà la fausse alternative que propose la société. Peut-on s'étonner que des individus s'engagent dans une voie suicidaire ? Le quotidien est-il si séduisant pour ne pas comprendre celui qui se réfugiera dans l'instant illusoire d'une cuite ou d'un shoot ? Qu'espérer d'une société où nos vies sont niées chaque jour ? Les révoltes sont saines. Le révolté souffre, aspire au changement, mais on ne lui laisse entrevoir que le choix de son autodestruction. Avec cette logique : drogue, exclusion, délinquance, prison. Il revient aux anarchistes de proposer une révolte positive en opposition aux révoltes suicidaires. Pour que des individus autonomes puissent affirmer leur choix, fût-il de vivre ou de mourir.

Laurent (Groupe du XI<sup>e</sup>)



Les « stups » en action aux USA

mitigée : un toxico a quelque chance de s'en sortir, à la condition expresse qu'il le souhaite.

## Comment faire pire ?

Dépénaliser les drogues illicites serait une amorce de réponse — courageuse, compte tenu des passions cristallisées sur la question — à un état de fait. Les années 90 verront-elles prendre fin l'énormité tragique, le grotesque scandale de drogués en prison ? Il semble qu'on puisse l'espérer. Il ne s'agit pas d'absoudre les milliers de crapesles, à Mobylette ou en Rolls, qui ont, durant trente ans, construit des fortunes sur la mort de leur prochain, exactement au même titre que les marchands de

## LE MONDE EN DEVENIR

Assises mondiales pour l'environnement, la paix, le développement et la démocratie mondiale du 25 au 28 avril 1990  
Hôtel de ville de Tours à l'initiative des Citoyens du monde.

Citoyens du monde de Tours : BP 0631, 37002 Tours Cedex

Tarif pour les quatre jours : 200 F  
Pour une demi-journée : 30 F  
pour une conférence : 10 F  
Entrée gratuite pour les scolaires et les étudiants.



RADIO FRANCE

## Programme minimum sur les ondes et les salaires

**P**ENDANT treize jours la « voix de la France » s'est tue. Remplacé par un programme minimum de musique classique, le fameux Hector, Radio France et ses stations locales ont cessé leurs émissions. Motif : « cinq cents francs d'augmentation pour tous ». Jamais grève n'avait été aussi bien suivie. Les femmes de ménage, les techniciens, les journalistes, le personnel d'exécution, tous et toutes étaient de la bataille, ce qui constitue une première depuis longtemps. A côté, pour ne pas dire encore en face, une intersyndicale menée par la CFDT (majoritaire à Radio France), qui n'avait qu'une seule angoisse : voir naître une coordination ou un comité de grève, regroupant forcément des non-syndiqués.

### Ils ont signé !

Monsieur Maheu, président, directeur général, était lui préoccupé de la reprise rapide du travail et de la baisse d'audience. De ce fait, pendant deux semaines, la direction et les syndicats ont mené des négociations nuit et jour pour signer au bout du compte, le 3 avril, un misérable accord portant sur 125 francs sous la forme d'une prime versée à l'ensemble des salariés. L'amertume était au rendez-vous dès l'annonce de la signature de cet accord par les syndicats CFDT, CGT,

CFTC et CGC. Les mécontents du studio 105, où se tenaient les AG quotidiennes, ont alors vivement réagi, mais en vain. L'intersyndicale venait de signer, malgré un vote à bulletin secret, la veille, qui avait reconduit la grève. « Signé pour le prix d'une cartouche de cigarettes », selon un gréviste.

C'est donc un beau succès pour une direction inquiète de la durée du mouvement. C'est aussi une belle réussite pour une intersyndicale, qui à aucun moment n'a voulu céder la place aux non-syndiqués lors des négociations, sauf le douzième jour. Comme quoi l'unité syndicale sans la démocratie dans les luttes est aussi inopérante que la division ou le sectarisme. Elle peut même se retourner contre les grévistes. Ce qui n'est pas le moindre des paradoxes. Après avoir fait la grève en chantant, les lendemains sont plutôt rudes. Heureusement, pendant ces treize jours, les grévistes de Radio France ont pu s'expliquer sur Radio Libertaire, la « voix sans maître ». Une première encore !

Alain Dervin

**Permanences du secrétariat aux Relations Intérieures de la F.A. :**  
le samedi de 15 h à 17 h  
145, rue Amelot - 75011 Paris (M<sup>e</sup> République)  
Tél. (16.1) 48.05.34.08.

FONCTION PUBLIQUE

# Pourquoi l'échec ?

**C**OMME cela a été dit maintes et maintes fois, les luttes de fonctionnaires et assimilés se sont déroulées en ordre dispersé, sur une période de plus de deux ans. Infirmières, PTT, SNCF, EDF, finances et BNP. Tous ont durement lutté, fait de longues grèves à des périodes différentes pour de maigres résultats, voire carrément des échecs. Le constat est là et amène des questions après l'analyse de ces mouvements. Quel a été le rôle des confédérations pour coordonner ces différents mouvements ? Quelle est la réponse gouvernementale et politique à ces luttes ?

### La trahison des Unions fédérales

Pourquoi tous les fonctionnaires ne sont-ils pas entrés en lutte à la première période ? Dans chaque organisation syndicale cette question est posée et sème le trouble au sein des fédérations de fonctionnaires. L'Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés (UFFA) de la CFDT signe tout ce que le gouvernement Rocard lui propose, malgré le refus des différentes fédérations qui la composent. Elle agit à l'encontre de sa base. Les fédérations grognent et les adhérents rendent leurs cartes. Dans les différents conflits, elle s'est tue et n'a eu aucun rôle de coordination. L'Union générale des fédérations de fonctionnaires (UGFF) de la CGT, quant à elle, on ne



l'entend pas beaucoup à Montreuil. Elle ne fait pas passer le message des luttes au sein même de la CGT. Les militants s'interrogent et se voient devant une alternative qui consiste soit à supprimer l'UGFF et la remplacer par une fédération unique de fonctionnaires, ou soit à changer les gens qui sont actuellement à la tête. L'UGFF, qui fait hurler les militants CGT quand elle écrit, à propos des luttes unitaires, qu'elle est d'accord pour agir avec les autres organisations, mais que de toute façon elle est

d'avance opposée au moindre compromis et qu'elle seule peut mener la danse. Un joli discours unitaire en effet !

### L'échec des conflits

La question que se posent les syndicalistes est de savoir s'il y a une alternative politique (au sens gouvernemental) pour répondre aux questions posées dans les luttes. En effet, nous avons eu de longues grèves et le gouvernement n'a pas cédé et n'a pas été renversé par les parlementaires de gauche. Alors, qui va répondre aux aspirations des fonctionnaires ? Les luttes revendicatives semblent bloquées avec le gouvernement Rocard. Il ne cède sur rien. Il a un programme de restriction pour la fonction publique dans le cadre de l'intégration européenne et il s'y tient.

M. Durafour applique la méthode Rocard : ça lutte de partout, mais il ne bouge pas. Avec ses fameux accord, il dépense quarante milliards et d'un côté il les récupère en bloquant les salaires des fonctionnaires en lutte, ceci en même temps pour la première fois depuis des lustres. Une journée de grève, avec manifestation, est appelée pour le 26 avril par la CGT, la CFDT, FO, la FEN et la FGAF. Souhaitons que cette journée d'action unitaire débouchera sur une lutte commune de tous les fonctionnaires qui auront là peut-être une chance d'aboutir.

Emile Gépaut

COLLOQUE DU PREMIER MAI

# Est - Ouest : la révolution reste à faire !



**E**N cette fin de siècle durant lequel le monde fut partagé sous diverses formes, entre le capitalisme libéral et le marxisme-léninisme, la révolution reste à faire.

A l'Est, outre le fiasco économique et culturel, les valeurs politiques, établies sur le marxisme-léninisme et la dictature du parti unique et de l'Etat, s'écroulent. Dans ces pays, la démocratie « politicienne » va de pair avec un capitalisme sauvage. A l'Ouest, derrière la façade de l'abondance et de la société de consommation, les inégalités économiques sont de plus en plus grandes. Le chômage et l'exclusion sociale perdure, et le déséquilibre Nord-Sud ne cesse de s'accroître.

Les fanatiques religieux, nationalistes, le racisme et l'extrême droite fascisante relèvent la tête et font partie du paysage quotidien.

La Fédération anarchiste invite dans ce colloque de débats et d'échanges toutes celles et tous ceux (libertaires, syndicalistes, militants du monde associatif...) qui en Europe, dans leurs luttes

comme dans leurs espoirs, cherchent une alternative de rupture face aux deux monstres économiques et sociaux qui se partagent le pouvoir et l'aliénation sur notre planète.

### Les invités

Outre les compagnons du mouvement anarchiste (Allemagne de l'Est, Belgique, Bulgarie, Espagne, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Suisse, Tchécoslovaquie, etc.), interviendront dans ce colloque : Bernard Baissat (cinéaste), Miguel Bennassayag (psychanalyste), René Bianco (professeur de faculté), Xavier Bourgarel (syndicaliste), Marianne Enckel (CIRA de Lausanne), Guy Fargette (*Les mauvais jours finis*), Hua Lin Shan (ancien garde rouge), Serge Livrozet (écrivain-éditeur), Angel Pino (syndicaliste), Michel Ragon (écrivain), Jean Sicard (président de la mutuelle de l'Aveyron), Alexandre

Tchoukaev (représentant du SMOT d'URSS), Francis Thomas (secrétaire général de la Confédération paysanne).

### Le programme

Ce programme a été établi au 1<sup>er</sup> avril, sous réserve de modifications qui paraîtront dans le *Monde libertaire* et seront diffusées sur Radio-Libertaire (89.4).

12 - 22 h. :  
— Buvette, buffet, expos photo, tables de presse et liaison en direct avec Radio-Libertaire.

14 heures :  
— Présentation par les Relations internationales de la Fédération anarchiste.

15 heures :  
— Enfermement psychiatrique et carcéral. Animation : Jacques Lesage de La Haye.

— Médias et intoxication. Animation : Monique Figarol.

— Analyse et perspectives économiques. Animation : Willy Pelletier.

17 heures :  
— Evolution des pays de l'Est. Animation Serge Aumenier.

— L'homme et la terre (agriculture, écologie, urbanisme). Animation : Alain Duthilleul.

— Retour de Roumanie par des camarades de la Fédération anarchiste.

19 heures :  
— Monde du travail et droits sociaux. Animation : Hélène Hernandez.

— Femmes : situation et luttes. Animation : Thyde Rosell.  
— Chine. Animation : Wally Rosell.

### Le meeting

21 heures :  
— Roland Bosdeveix, secrétaire général de l'Internationale des fédérations anarchistes ;  
— Alexandre Tchoukaev, représentant du SMOT d'URSS ;  
— Hélène Hernandez, de la Fédération anarchiste française ;  
— Massimo Varengo, de la Fédération anarchiste italienne.

### Fédération anarchiste

Les débats de ce colloque international du 1<sup>er</sup> Mai seront enregistrés et feront l'objet de la parution, à la rentrée de septembre, des Actes du Colloque. Toutes les précisions concernant cette publication seront fournies dans le *Monde libertaire*, Radio-Libertaire et la librairie du Monde libertaire.



## COLLOQUE INTERNATIONAL

organisé par la Fédération anarchiste  
de 14 heures à 22 heures  
à l'AGECA  
177, rue de Charonne  
75011 PARIS  
(Métro : Alexandre-Dumas)  
Participation aux frais : 20 francs



TURQUIE

# Les années de plomb (suite et fin)

**V**OICI la seconde partie de l'interview de Mehmet Sehmus Güzel, correspondant à Paris du journal turc *2 000<sup>e</sup> Drogü*. Après la peur, inspirée par les militaires, il nous est livré quelques exemples de la résistance qui a pris corps au sein de la courageuse classe ouvrière turque. A l'heure où, à Paris, Lyon et bien d'autres villes abritant des communautés turque et kurde, les murs se couvrent d'affiches d'opposants au régime fasciste d'Ankara, nous nous devons d'informer nos lecteurs sur ce qui se passe en un pays qui prétend, un jour, faire son entrée au sein de la CEE, et qui pour l'heure a encore beaucoup à apprendre en matière de droits de l'homme s'il veut y parvenir.

## Un peuple face aux interdits

**ML :** Comment s'est faite la reconquête de la liberté d'expression ?

**MSG :** Après une première période de peur, des pôles de résistance se sont manifestés. D'abord, sont apparus des hebdomadaires : *Nokta*, passé aujourd'hui aux mains d'un holding multinational, *Yeni Gündem*, et un vrai pôle oppositionnel *2 000<sup>e</sup> Drogü*, créé en janvier 1987. Un autre pôle de résistance s'est formé autour des maisons d'édition, fondées par des enseignants radiés des universités à la suite de la mise en vigueur de la loi sur les universités en 1982.

La vraie résistance commence avec la réapparition des grèves à la fin de 1984.

Les ouvriers ont aussi inventé de nouveaux moyens de lutte, comme la marche pieds nus, le déplacement massif à la visite médicale, à l'hôpital de la Sécurité sociale, le boycott des repas dans l'entreprise, le port de la barbe, la tonte des cheveux, etc.

**ML :** Il existe des interdits vestimentaires ?

**MSG :** L'Etat turc intervient à tous les niveaux de la vie privée des personnes. L'Etat va jusque dans nos lits. Il intervient au niveau de la barbe et de la moustache dans les universités. En 1983, ils ont essayé d'interdire le port du pantalon par les femmes dans les universités et le maquillage pour les jeunes filles. Un fonctionnaire ne pouvait se laisser pousser la barbe. La moustache ne devait pas dépasser la lèvre supérieure. C'est le délire complet de l'Etat turc qui date de l'empire ottoman. Par exemple, il y avait un sultan qui avait interdit la sortie des femmes dans certains quartiers d'Istanbul certains jours parce que, mysogine, il se promenait dans les rues et ne voulait pas voir de visages féminins. C'est un travers étonnant qui se perpétue.

**ML :** Et les 1<sup>er</sup> Mai ?

**MSG :** La montée du mouvement ouvrier avec des moyens inventés de toutes pièces par les travailleurs date du printemps 1989. Environ 300 000 ouvriers se sont mis en grève sous les formes d'action diverses que nous venons d'énumérer. Malgré les restrictions légales, c'est cette loi ouvrière qui est appliquée dans les entreprises. C'est une vraie prise de conscience. Les

ouvriers, au bout d'un certain temps de régime militaire, se sont rendus compte qu'il n'y avait ni pain ni sel, s'il n'y a pas de droit de grève ou de droit de se syndiquer.

Le 1<sup>er</sup> Mai avait été fêté en 1988 dans des réunions de salon, parce qu'il y avait des restrictions et l'état de siège dans plusieurs villes.

Les ouvriers, avec leurs syndicats et leurs partis politiques, avaient décidé d'organiser le 1<sup>er</sup> Mai 1989 sur la place de Taksim, qui avait été rebaptisée « Place du 1<sup>er</sup> Mai » dans les années soixante-dix par les travailleurs, car plus de 100 000 ouvriers s'y étaient rassemblés les 1<sup>er</sup> Mai 1976 et 1977. Il y avait eu un massacre en 1977.

La fête du 1<sup>er</sup> Mai 1989 a été violemment réprimée et la Turquie est le seul pays du monde où il y a eu un mort lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai. C'était un menuisier de 18 ans, tué par les policiers. Le mouvement ouvrier actuel se caractérise par son aspect extra-syndical. Ce sont les ouvriers de base qui ont pris l'initiative et les organisations syndicales ont été obligées de prendre le train en marche. C'est un mouvement qui a créé ses propres leaders : des ouvriers de base. Parmi eux, nous trouvons des révolutionnaires et des militants du Parti socialiste. On assiste aussi au développement d'une politisation des problèmes, pensés en termes globaux. C'est une nouvelle génération qui arrive. Le nombre des salariés est de plus en plus important. La Turquie n'est pas un pays très développé, mais il y a beaucoup

d'entreprises industrielles. Il y a trois millions d'ouvriers, surtout concentrés à Istanbul, à Izmir et à Adana. Le bouc à oreille marche bien pour la préparation des luttes.

**ML :** Combien y avait-il de participants à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai 1989 ?

**MSG :** Environ 10 000 personnes étaient présentes dans la rue, mais il y avait une grande partie des ouvriers qui attendait dans les entreprises et dans les locaux syndicaux le coup d'envoi des dirigeants syndicaux. Mais, comme ceux-ci ont eu peur après des tractations avec la police, ils ont annulé la manifestation, car la place de Taksim était envahie de chars d'assaut, de soldats et de policiers. Il n'y avait pas de place pour les ouvriers sur cette aire de manifestation.

**ML :** C'est un acte courageux de s'y être rendu !

**MSG :** Bien sûr. Il faut ajouter qu'il y a eu aussi des mouvements de masse dans d'autres villes comme Izmir, Adana et Diyarbakir.

## L'espoir

**ML :** Quel a été le renouveau de la vie politique en Turquie ?

**MSG :** Il y a environ huit partis politiques légalisés. Il y a deux partis sociaux-démocrates et les autres sont de droite et d'extrême droite. A partir de 1985, plusieurs militants socialistes ont organisé des réunions pour créer un parti de gauche. Ce projet a débouché sur la création du

Parti socialiste à Ankara, le 1<sup>er</sup> février 1987. Le 15 février, le gouvernement a demandé à la Cour constitutionnelle d'interdire ce parti. La Cour a engagé une procédure de dissolution en se basant sur les articles 141 et 142 du Code pénal ; ces articles inspirés du Code pénal mussolinien répriment les idéologies socialistes. A la suite des protestations nationales et internationales, la Cour a dû reconnaître, le 8 décembre 1987, la légalité du PS, après de longues discussions et à une petite majorité.

**ML :** Que signifie légalité ? Le PS peut-il avoir des locaux et des moyens d'expression ?

**MSG :** Cela signifie que le socialisme prévu dans le programme du PS n'est pas contraire à la Constitution de 1982. Cela est très important car cela permet la création d'autres partis socialistes.

**ML :** Y a-t-il une manifestation d'intérêt de la population pour la politique ?

**MSG :** Les jeunes, parmi les ouvriers ou en zone rurale, se politisent très rapidement. C'est cela qui fait peur au gouvernement. Tous les dix ans, il y a cycliquement un coup d'Etat. Chaque coup d'Etat s'est traduit par la destruction d'une génération de jeunes. Mais, après une période de latence, une nouvelle génération, aussi politisée, prend la relève.

Propos recueillis par Xavier Merville (gr. Carlo-Cafiero)

# Philippines : sucre amer

**M**ANILLE, huit millions d'habitants, sera dans quelques années parmi les trois plus grandes métropoles mondiales, appartenant toutes au tiers monde. Elle ressemble déjà à un cauchemar futuriste, avec des gratte-ciel de banques gris-béton, véritables cathédrales d'un système de banditisme néo-colonial, entourés d'une ceinture de bidonvilles. Avec, en son centre, le tristement célèbre quartier d'Ermita, où des milliers d'enfants âgés de sept à douze ans sont au service d'un florissant tourisme sexuel international. Avec ses « Smoky Mountains », où 20 000 personnes vivent sur les montagnes fumantes des décharges publiques, tout en luttant contre leur expulsion en faveur d'un nouveau quartier de gratte-ciel. Dans la nuit, Coca-Cola, Marlboro et Mickey étincellent au dessus de cet enfer. Batman fait battre ses ailes de néons : « Welcome to Batman's City ! »

## l' « Ethiopie de l'Asie »

L'île Negros est à une heure de vol au sud. Le malheur de Negros et sa voisine Panay commença un beau jour de 1856, quand le marchand britannique Nicholas Loney y débarqua. En quelques années, il détruisa une riche industrie de textile et transformera un pays de paysans et de pêcheurs en « Sugar-landia », gouverné par une poignée de marchands sans scrupules. Les paysans indépendants, spoliés de leurs terres, sont devenus des ouvriers-esclaves des haciendas, où les « landlords » règnent sur leur vie et sur leur mort, avec l'aide de milices privées. A Negros, on produit du sucre, qui représente 90% de l'exportation de l'île. Le riz, constituant la nourriture de base, doit être aujourd'hui importé.

Un siècle de mainmise des Américains (en 1898, après la guerre hispano-américaine, l'Espagne qui venait de perdre ses possessions antillaises se vit obligée de vendre, au prix de vingt millions de dollars, l'archipel philippin à son ennemi), le règne de Ferdinand Marcos, et de Cory Aquino, depuis 1986, se suivent et n'arrangent rien. Seuls 2% de « landlords » payent à leurs ouvriers le salaire minimum, la plupart des travaux étant payés à la tâche. Femmes et enfants participent aux besoins des champs pour assurer leur survie, tout cela sans les moindres droits sociaux. Suite à la crise et à la diminution de la production de sucre, s'est greffé le chômage de milliers de travailleurs qui, affamés, squattent dans les bidonvilles de Bacolod, la capitale de Negros ; 100 000 squatters sur 350 000 habitants ! Déjà, on appelle Negros l' « Ethiopie de l'Asie ».

Et pourtant, quelque chose bouge courageusement depuis des années, au milieu des investissements internationaux sauvages, de la dette nationale galopante et des bases militaires US intouchables ; quelque chose qui se réveille après la brève illusion de février 1986, quand le « pouvoir populaire » hissa Cory Aquino à la tête du pays. Depuis les années soixante-dix, la « New People's Army », bras armé du parti illégal d'extrême gauche « National Democratic Front » mène une guérilla contre le gouvernement. Après une période de violence sous Marcos, la NPA semble actuellement y renoncer : « Ça serait mauvais pour leur image », explique-t-on. Pourtant, la NPA est en train de s'étendre un peu partout, tout en se terrant surtout dans les montagnes au sud de Negros et à Mindanao, contactant les villageois pendant la nuit pour leur apporter du riz, pour discuter, les « éduquer ». Sous prétexte qu'ils sympathisent avec la NPA, l'armée de

Cory Aquino bombarde et détruit les villages, depuis deux ans. Ensuite, les villageois, devenus des réfugiés internes (des « évacués », selon le gouvernement) sont mis par les autorités dans des « centres d'évacuation » provisoires, où règnent famine, épidémies et désespoir. Ces camps ont abrité, entre janvier 1988 et juin 1989, 450 000 personnes sur l'ensemble des Philippines, soit 74 185 familles et, depuis, le chiffre a augmenté. La Commission internationale d'investigation, accompagnée d'une mission médicale, a révélé à environ soixante-dix observateurs, dont quelques journalistes étrangers et des membres de « Terre des Hommes France », ce drame ignoré dans le monde.

## Avertissements barbares

En 1971, les travailleurs du sucre s'organisent, soutenus par une partie de l'Eglise. La « National Federation of Sugar Workers » (NFSW) lance des séminaires « d'éducation » pour faire comprendre aux travailleurs quels sont leurs droits. Ce syndicat verra augmenter ses effectifs de façon significative, puisque de 6 400 adhérents il passera à 85 000, ceci malgré le harcèlement perpétuel de l'armée gouvernementale et des milices privées à la solde des propriétaires terriens. Pressions multiples, procès truqués, assassinats et disparitions constituent le quotidien des travailleurs et de leurs représentants. Rodrigo Villacorta, par exemple, a été retrouvé mort, la langue et les dents arrachées, les yeux crevés, une oreille coupée. Cela est un avertissement, parmi d'autres, pour les syndicalistes (1).

Le 19 juillet 1978, trente syndicalistes squattent de la terre de canne à sucre en friche et commencent à la cultiver collective-

ment. Aussitôt Armando Gustilo, président de l'association des propriétaires terriens, leur déclare la « guerre totale ». Cette guerre continue, en raison de promesses de réforme agraire non tenues par Cory Aquino. Les « farmlots » des syndicalistes agricoles gagnent péniblement du terrain. Ces projets coopératifs de mise en culture de la terre sont sujets au bon déroulement de négociations avec les propriétaires terriens, détenteurs de terrains en friche ; à l'obtention de crédits pour la mise en route des cultures, pour l'achat de biens d'équipement et d'animaux de trait ; à la possibilité d'acquiescer, pour les travailleurs, une formation et une assistance technique suffisantes qui permettent une bonne gestion de leurs parcelles. La NFSW, toujours « éducative », a lancé aussi un programme de radio, conseillant les travailleurs en matière de pratiques agricoles. Le système des « farmlots », bien que toujours menacé, est aujourd'hui soutenu par quelques organismes d'aide au développement comme « Terre des Hommes » en France, Suisse et RFA, et « Brot für die Welt » en RFA. Mille hectares ont été ainsi transformés en coopératives agricoles.

## Un fusil sur le tableau noir

Images touchantes à Victorias, au nord-ouest de Negros, que ces petits bouts de terre, arrachés aux immenses champs de canne à sucre alentour, où poussent timidement quelques légumes. Voir ces modestes terrasses de riz ; cette mare où, avec orgueil, on montre un élevage de canards ; ces plates - bandes de plantes médicinales. « Nous ne voulons plus dépendre des industries d'engrais chimiques », dit-on aux visiteurs. On présente quelques cochons et même un carabao, cet énorme buffle d'eau.

L'image paisible est néanmoins trompeuse. A Escalante, pas loin de là, les militaires viennent d'assassiner une trentaine de travailleurs du sucre, lors d'une grève.

Après deux heures de bateau, sur l'île de Panay, c'est l'impressionnante rencontre avec l'organisation « Pitafa ». Dans la maison collective de l'organisation, en bambou et sur pilotis, deux jeunes femmes écrivent fièrement sur un tableau noir toute leur histoire, toutes les étapes de leur lutte acharnée qui remonte à 1977. Que de hauts et surtout de bas pour faire vivre un modeste projet collectif, engageant 145 personnes sur 39 hectares : harcèlements, arrestations, assassinats (2). A chaque fois, le projet est remis sur pied. En 1987, les membres de « Pitafa » ont construit un puits artésien, trouvé le soutien d'un organisme d'aide au développement suisse et se lancent dans la construction de leur propre raffinerie de sucre, dénommée « Muscovado Mill ».

Le soir tombant, une jeune femme, son bébé au sein, assise par terre, chante des chansons révolutionnaires. Derrière elle, un gamin a pris une craie et dessine un fusil sur le tableau noir.

De retour à Bacolod, sur l'île de Negros, une main m'arrache mon portefeuille, contenant 2 400 pesos, soit 650 francs. Serge Cherniguin, de la NFSW, en est désolé, mais je le rassure : « C'est bien fait pour la "riche Américaine" que je représente ici ! » Une telle somme représente le revenu moyen d'une famille sur ... deux ans.

## Dagmar Brocksine

(1) Voir les publications de « Task Force Detainees » et de « Pahatid-Kagatit », familles et amis de prisonniers politiques, à Quezon City.  
(2) « Gabriela », l'organisation des femmes, mène actuellement une campagne pour les prisonnières politiques « Gabriela », PO Box 4366, Manila 2800, Philippines.



# Le scandale Thatcher

RFA

## Création d'une fédération anarchiste

**O**n savait l'Angleterre thatcherienne colonialiste (l'affaire des Malouines en témoigne). Depuis ce pseudo-gage qu'est la libération de Mandela, elle soutient de nouveau et sans restriction le régime raciste de Pretoria. Certes, jamais la côte de popularité d'un premier ministre britannique n'avait été plus basse que celle, publiée en avril, de Margaret Thatcher. Mais en onze ans de pouvoir que de dégâts ! C'est à une véritable « guerre » de classe qu'elle s'est consacrée, autour d'un double et scandaleux mot d'ordre : enrichissement absolu du capital et appauvrissement général des populations.

### L'enrichissement du capital

Fidèlement à l'adage ultra-libéral, les conservateurs thatcheriens laissent jouer librement la liberté sans entraves d'un marché « libéré ». Au prix d'une privatisation accélérée dans le pétrole (BNOC, Britoil et BP), les télécommunications (Cable and Wireless, British Communications), les transports (British Airways, British Aerospace, Jaguar,

National Freight Corporation). En décembre 1988, encore, on privatisa les aciéries de British Steel en attendant la cession aux entrepreneurs privés de l'eau, de l'électricité et, dans un avenir plus lointain mais déjà annoncé, celle des chemins de fer et des charbonnages. Les services publics n'ont pas été épargnés puisque, de 1979 à 1987, on assista à une réduction extrêmement sévère des effectifs (- 18,5%). Mais la « libération » ultra libérale s'accompagne toujours d'une dérégulation sauvage. Pour appâter les capitaux privés, les thatcheriens supprimèrent ainsi tout contrôle des prix, des salaires, des profits. Les cotisations patronales de sécurité sociale furent réduites. On a assoupli les conditions pour l'installation de nouvelles entreprises en créant notamment ces fameuses « zones d'entreprises » où fiscalité et règlements de toutes sortes se trouvent réduits comme peau de chagrin. Cette soumission intégrale à l'ordre du patronat se doubla naturellement d'une politique systématique d'affaiblissement des syndicats. Par une série de lois, de 1980 à 1984, le mouvement ouvrier sera progressivement rendu inoffensif pour les firmes. Désormais, les piquets de grève sont réduits en nombre et ne peuvent se placer que devant leur propre lieu de travail. Les grèves de solidarité sont quasiment illégales. Toute

grève, pour être officielle, doit être approuvée par les adhérents syndicaux par un vote secret : ainsi les patrons peuvent faire pression alors que les votes en assemblées générales leur étaient défavorables. Contrairement au passé, les patrons peuvent aussi poursuivre très facilement les syndicats devant les tribunaux pour réclamer dommages et intérêts, s'ils estiment avoir encouru des pertes à cause d'une grève illicite. Cette loi a fortement contribué à la défaite des ouvriers du livre en 1984. D'ailleurs, grâce à ce dispositif, Thatcher n'a pas perdu une grève d'envergure depuis 1979, le triste sort fait aux mineurs suffit à l'illustrer. Maintenant, en Grande-Bretagne, pour le capital, l'ère du « renard dans le poulailler » est bel et bien ouverte.

### L'appauvrissement des populations

Le maintien d'une certaine consommation ne fut possible que grâce au recours massif au crédit pour les ménages et par un prélèvement massif sur leur épargne brute. Il faut dire que le monétarisme thatcherien impliqua à la fois de très lourdes suppressions d'emplois, une austérité salariale permanente et le développement d'une politique budgétaire ultra-

restrictive. Elle se traduisit tout naturellement par des coupes dans les budgets sociaux. Les économies budgétaires s'effectuèrent cruellement dans le domaine du logement social. De 104 000 en 1979, les mises en chantier de logements sociaux sont tombées à 49 000 en 1982, niveau le plus bas depuis 1920. C'est ici d'ailleurs qu'on a vu les privatisations les plus scandaleuses puisque, de 1979 à 1983, le pouvoir obligea les collectivités locales à vendre 500 000 HLM aux entreprises privées à des prix relativement bas. Depuis juin 1987 l'ensemble des allocations logement ont même été réduites (cette mesure vise surtout les personnes âgées). D'autre part, les ménages britanniques durent aussi affronter une déqualification sélective et inégalitaire. Margaret Thatcher, qui vient récemment d'affirmer que « le bon sens commande » et que « l'on n'enrichit pas les pauvres en appauvrissant les riches », s'aligne ici encore sur une orthodoxie ultra libérale particulièrement insensée. De 1979 à 1986, le gouvernement diminua ainsi le taux d'imposition marginal des très hauts revenus de 83% à 60%. Le budget 1988-1989 procéda de la même logique. Alors que la tranche supérieure de l'impôt est abaissée de vingt points, la tranche la plus basse, qui englobe tout de même dix-neuf millions de contribuables sur un total de vingt-et-un millions, n'est réduite que de deux points : le scandale est total. Car toutes ces mesures, qui ont essentiellement contribué à diminuer fortement la progressivité du système fiscal, se sont doublées d'une hausse des impôts indirects, principalement la TVA, qui, elle atteint également toutes les catégories sociales. S'élevant à moins de 35% en 1979, la part des prélèvements fiscaux dans le PIB atteignait 39,5% en 1982, après trois années seulement de politique thatcherienne. En clair, cela signifie que le poids des impôts s'est accru et que sa charge fut de fait transférée des plus hautes fortunes vers les plus bas salaires. Mais l'inégalité forcée trouve son comble avec la « poll tax », impôt local perçu sur chaque individu de plus de dix-huit ans et d'un montant égal quel que soit les niveaux de revenus. Elle est entrée en vigueur en ce début avril. Comme l'a dit le conservateur George Young, il s'agit de « prendre dans la poche du pauvre pour donner au riche ». On croit rêver. Cela se nomme le cauchemar thatcherien. Qui s'étonnera dans ces conditions de l'indignation populaire ! Mais espérons qu'au-delà de la révolte anti-« poll tax », les mouvements sociaux viennent à bout du pouvoir tyrannique et terroriste (la terreur par la paupérisation) de l'ultra droite thatcherienne. Les manifestations de décembre 86 contre Devaquet, tout comme les mobilisations est-allemande ou tchécoslovaque de cet automne, démontrèrent que de vastes rassemblements populaires, autogérés et toujours responsables, pouvaient par leur répétition et leur détermination, faire chanceler n'importe quel régime, et ceci, sans user de la violence. La force du nombre doit être opposée à Thatcher. Elle ne pourra pas y résister encore bien longtemps.

Willy Pelletier  
(Gr. Benoît-Broutchoux)

### Au sujet de Carrare

Comme les militants du groupe « Région toulonnaise » de la FA, écrivez à l'ambassade et aux consulats d'Italie en France, en vue de protester contre l'expulsion de nos camarades des « Groupes anarchistes réunis » (FAI) de leur local : le « Germinal ». Expulsion, qui rappelons le, met fin à l'occupation d'un lieu conquis à la Libération.

L'initiative pour une fédération anarchiste en Allemagne (I-AFD) a commencé à exister en mai 1989. Elle réunit des personnes de différentes villes sur des projets divers ; ces individus, groupes et organisations ont pour but de construire les bases d'une organisation fédérative regroupant des anarchistes. Il n'est pas besoin de dire que nous aimerions beaucoup coopérer avec des camarades qui travaillent à des projets similaires.

L'I-AFD ne se considère pas comme une avant-garde représentative du mouvement anarchiste, mais voudrait être une organisation dans laquelle les membres soient en accord sur leur forme d'organisation. Notre but est de permettre une communication, d'impulser une coordination entre les différentes composantes anarchistes et d'intensifier la présence de positions anarchistes dans les mouvements sociaux.

Nous souhaiterions coopérer avec des anarchistes qui ont choisi de militer dans des formes d'organisation diverses. Nous voudrions coopérer de manière très étroite avec des organisations libertaires existantes du type de FOEGA, la FAU-AIT, Pulver FASS, FLI, Projet A ou ANARES. Plus encore, nous souhaiterions établir des contacts directs tant avec des groupes, des individus, des publications locales et régionales qu'avec des individus non intégrés à des structures.

L'I-AFD voudrait se joindre à l'Internationale des fédérations anarchistes. Un autre de nos objectifs est de réduire tout ce qui relève d'une autorité individuelle dans nos structures ; de trouver une manière de vivre, d'agir et de combattre sans forme de hiérarchie ou de domination à l'intérieur de nos propres structures.

Nous savons bien sûr que notre initiative n'aura pas de résultats immédiats, cela prendra des dizaines d'années de constants et continus efforts. Cependant, il nous semble important d'analyser en profondeur les raisons pour lesquelles nous avons échoué.

Tous les camarades souhaitant coopérer ou échanger des informations sont les bienvenus. Vous pouvez nous contacter à l'une des adresses suivantes :

D-4130 Moers 1 :  
c/o Libertaires Zentrum  
Essenberger Str 100

D-2000 Hamburg 4 :  
FFS/I-AFD  
c/o Schwartzmarkt  
Paulinen Str 15

D-4150 Krefeld 1 :  
Plk 010856

D-4630 Bochum 1 :  
Plk 036128D

D-5000 Köln 1 :  
Plk 167077E

D-7122 Besigheim :  
c/o Bernd Spahr  
Bein Wurmberg 9

Initiative pour une fédération  
anarchiste en Allemagne

### EURO-POLICE

## Questions à propos d'une opération remarquable

Le 2 avril, la police espagnole arrêtait « par hasard » un Basque de nationalité française, Henri Parot, au volant d'une voiture bourrée d'explosifs. Le 4 avril, une vaste opération était lancée dans la région de Bayonne, conduisant à la garde à vue de dix-sept personnes. Toutes les radios, toutes les télévisions (photos à l'appui dans ce dernier cas) diffusaient complaisamment l'information : « C'est grâce aux dénonciations de Henri Parot qu'une telle prise a pu se faire, personne ne soupçonnait l'existence de cette filière française de l'ETA. »

Une opération digne d'un film à grand spectacle, claire, nette et sans bavure. D'un côté, les vilains terroristes responsables de vingt-sept attentats et de vingt-neuf morts en l'espace de douze ans, d'autant plus musclés hérités du franquisme, ils ont trompé la bonne foi de la ficelle internationale en commettant leurs exactions sur un autre territoire. De l'autre, les bons flics fûtés, efficaces, travaillant en harmonie de part et d'autre de la frontière, « la mano en la mano », dans un esprit de coopération parfait. Les polices espagnole et française pouvaient se congratuler mutuellement de la réussite de ce thriller express. En attendant l'Europe des peuples, l'Europe des flics va bien, merci. La morale est sauve, bonnes gens dormez en paix.

Et si, au lieu de dormir, on se posait quelques questions sur cette opération exemplaire si bien — trop bien — menée ? Bien au-delà de la culpabilité — semble-t-il reconnue — du principal intéressé ?

Est-il vraisemblable qu'un homme qui aurait eu les nerfs assez solides pour mener pendant douze ans une double vie, affichant une « conduite exemplaire » le jour, terroriste la nuit, responsable de la mort de près de trente personnes sans en rien laisser paraître, est-il vraisemblable qu'un tel homme « balance » en moins de quarante-huit heures ses deux compagnons de commando et une douzaine d'autres militants ? A moins bien sûr qu'il n'y ait été « aidé » par les méthodes musclées héritées du franquisme. Certes, chacun le sait, l'Espagne est devenue une démocratie, mais certains militants qui ont eu l'occasion de fréquenter de près sa police jurèrent que parfois... mais si, mais si, certains flics oublient que Franco est mort. Question subsidiaire : si Henri Parot a parlé sous la torture, la police de France (pays des « droits de l'homme ») a-t-elle de quoi se féliciter de son harmonieuse coopération — sa complicité — avec celle d'Espagne ?

Qu'il ait craqué spontanément ou qu'il ait été torturé, Henri Parot aurait dénoncé non seulement les deux autres membres de son commando mais aussi de nombreux autres militants. Question : l'ETA est-elle si mal organisée et ne pas « cloisonner » les équipes de militants, comme toute organisation clandestine qui se respecte ? Est-il vraisemblable qu'elle ait entretenu en territoire français une filière de dix-sept personnes, ce qui est énorme, sans que personne n'en sache rien, même pas à l'intérieur de l'organisation elle-même ?

Car ces dix-sept personnes, nul ne se doutait de leurs activités ! Ni leur entourage (en douze ans, il est peu probable que dix-sept « terroristes » passent totalement inaperçus, ils ont des familles, des voisins, des employeurs, des relations), ni la police française (alors que certains étaient des militants « bien connus des services de police », et l'on connaît le zèle de celle-ci lorsqu'il s'agit de « surveiller » les militants corses ou basques), ni la police espagnole, qui n'a pourtant pas la réputation de laisser entrer et sortir n'importe qui et n'importe quoi sur son territoire. Question : les nationalistes basques disposent-ils d'une telle indulgence de la part de leurs concitoyens que personne ne les ait dénoncés en douze ans ? Les polices française et espagnole sont-elles aussi nulles l'une que l'autre ?

Remarquable, le cœur des radios et des télévisions pour mettre en évidence la responsabilité de Henri Parot dans le déclenchement de l'enquête policière. Mais comment les journalistes savent-ils que Parot a parlé ? Parce que les polices le leur ont dit, uniquement par la police. Sans aucun moyen — et pour cause — de vérifier la véracité de cette information. Et si c'était faux ? Et si la police avait connu la « filière française » par d'autres voies ? Et si les journalistes avaient été manipulés, histoire de déstabiliser le mouvement abertzale, de déclencher des réactions en chaîne, voire des règlements de compte ? Si un jour cette hypothèse se révèle exacte, les vertueux hommes de presse qui se sont prêtés à cette mise en scène s'auto-flagelleront-ils en public comme ils l'ont fait pour la Roumanie ? Mais d'ici là, quelles conséquences aura en cette dénonciation d'une supposée « balance » ?

Peut-être Henri Parot, ses compagnons et tous les autres ont-ils effectivement fait tout ce qu'on leur reproche. Peut-être Parot a-t-il balancé ses camarades. Peut-être les polices sont-elles assez naïves et inefficaces pour ignorer pendant douze ans une organisation d'une telle ampleur. Et puis peut-être pas... Dans tous les cas, on ne peut pas avaler d'un bloc sans se poser de questions. Car même si tout est vrai, alors d'autres questions viennent aussi à l'esprit : pourquoi tout cela ?

Dominique Bernier



LITTÉRATURE

# Le caméléon Léo Malet

L'AUTOBIOGRAPHIE de Léo Malet, *La Vache enragée* (1), se lit comme ses romans. Le rythme est alerte, plaisant. L'écrivain est intrassable de souvenirs. En quelques mots, il trace le portrait d'André Colomer, d'André Breton, de Benjamin Péret... Il relate son séjour parmi les anarchistes dans sa jeunesse, avant de se laisser séduire par Trotsky, puis, au fil des années, de devenir conservateur. En dépit de quelques grincements de dents, le lecteur risque de trouver sympathique cet écrivain peu conformiste.

**Le malentendu**

Pourtant, Malet se fait le champion de l'amalgame. Il aime à se donner, bien souvent, pour un anarchiste, et s'il avoue ici s'être définitivement éloigné de cette philosophie, il ne dédaigne pas y faire référence, ou encore tracer le portrait de quelques libertaires, comme dans *Brouillard au pont de Tolbiac*, dont certaines pages, assure-t-il, sont autobiographiques. En effet, les libertaires, « ce sont vraiment des personnages de roman ».

Les médias présentent fréquemment le père de Nestor Burma comme un « original », n'ayant jamais rompu avec son passé : un anarchiste, certes, mais doublé d'un trotskyste, sans oublier le surréaliste... Malet joue complaisamment le jeu. Il remet heureusement les pendules à l'heure dans ce livre et contribuera, il faut l'espérer, à détruire le mythe qui s'est construit autour de lui.

Reconnaissons-le, Léo Malet a beaucoup de talent. Le lecteur ne s'ennuie jamais à suivre son héros, le détective privé Nestor Burma, dans ses pérégrinations parisiennes. Pourtant, « *Malet n'aime pas les Arabes, alors nous n'aimons pas Malet. C'est peut-être trépal, mais dans le contexte actuel il nous est impossible de passer dessus* » (2).

A son propos, comment ne pas être tenté d'évoquer le cinéaste Claude Autant-Lara ? Après avoir été plus ou moins « gauchiste » dans les premières années

de sa carrière, le voici à présent partisan des thèses d'une droite extrême. Il ne s'en cache d'ailleurs pas, s'affirmant sans ambages « anarchiste conservateur », et précisant qu'il est devenu « réactionnaire en vieillissant ». La société, qu'il contestait à l'époque où il fréquentait le Cercle d'études sociales de Montpellier, un groupe de libertaires, il s'en accommode aujourd'hui parfaitement. « On n'a pas trouvé mieux... » déclare-t-il volontiers dans ses interviews. L'homme est un loup pour l'homme. L'égalité, la justice, ne sont que de vains idéaux... Bref : Malet reprend à son compte les vociférations habituelles de ces auteurs qui, à la Libération, se sont retrouvés « du côté des vaincus », où il est fier de siéger à son tour. Pas question, donc, de le considérer comme un homme de gauche, même si ses ouvrages trouvent de nombreux lecteurs à gauche et à l'extrême gauche.

« *Il s'est créé un malentendu à mon sujet. Je passe pour un homme de gauche, or il y a longtemps que je ne sais plus ce qu'est la gauche ou la droite et, si l'on veut à toute force me classer, je serais plutôt de droite — certains ont même dit "anarchiste de droite", mais attention, de droite...* »

**Léo Malet le raciste**

« Anarchiste de droite »... Cette définition (qui ne veut rien dire, remarquons-le en passant, car un anarchiste ne peut qu'être hostile à la notion d'autorité, ce que dément le mot « droite ») est souvent utilisée comme un synonyme de fasciste, sans être aussi péjorative. Relevons que Pascal Ory, dans son livre consacré à ce qu'il appelle *L'anarchisme de droite*, classe judicieusement Léo Malet parmi les anarchistes... de gauche !

Non, non ! Léo Malet n'est ni de gauche ni anarchiste. Il faut le croire sur parole lorsqu'il se prétend de droite, et fait référence, parmi ses précurseurs, aux antisémites Léon Daudet ou Louis-Ferdinand Céline. Léo Malet est raciste. Bien que ce soit mal vu à notre époque, il n'en fait pas mystère.

Sous sa plume, les Arabes sont des « bicots », des « krouias », toujours mal vêtus, « désœuvrés », voleurs et assassins. Et même innocents, car cela leur arrive, leur simple aspect physique, forcément rebutant à l'en croire, les rend suspects de tous les crimes. Les Noirs, les Gitans, ne sont guère mieux traités. Curieusement, dans *La Vache enragée*, Léo Malet tait son aversion pour les étrangers, alors que le sujet revient dans plusieurs de ses romans. L'éditeur aurait-il préconisé une prudente coupe dans le texte ? Toujours est-il que Malet, constations, ignore désormais tout des principes généreux et peut-être naïfs (répète-t-il), qui ont, selon lui, guidé sa jeunesse.

Les curieux se reporteront, par exemple, à son interview parue dans *Libération*, le 11 juin 1985 (3). Assurant compter « plus d'amis à Minute qu'à Libération », il s'emporte lorsqu'un journaliste s'inquiète de savoir ce qu'il pense, des Arabes. La réponse est sans appel : «...Les Arabes m'emmerdent et je ne les aime pas ! Et je les tiens tous pour des cons ! » Comme pour expliquer, si besoin était, il ajoute : «...Qui a fait Le Pen ? Tous ceux qui, comme moi, ne veulent pas être étrangers dans leur propre pays. Ce n'est pas du racisme, ça, c'est une défense naturelle... »

Une autre défense naturelle est de s'élever systématiquement contre ce genre de propos. Nous ne savons que trop ce qu'ils signifient. Que Malet écrive des romans, pourquoi pas ?, mais qu'il ne se mêle surtout pas de politique ! Et qu'il nous soit donc permis de refuser une certaine promptitude, et de classer, une fois pour toutes, parmi nos ennemis les amis de nos ennemis.

**Thierry Maricourt**

- (1) Léo Malet, *La Vache enragée*, éd. Julliard.
- (2) *Dare-Dare*, n°1, « Trimestriel du roman noir » (à ma connaissance, un seul numéro paru, malheureusement).
- (3) Interview réalisée par Bayon et Phil Casoar.

**SPECTACLE**

Le 27 avril à 21 h, Elisabeth et Guimou (chansonniers pacifistes) se produisent au Centre Verdier, rue de Lancry, 75011 PARIS

## Rock radical : échos des USA et de Belgique

Ce n'est pas parce que les Bérurier noir ont disparu que le rock radical est mort. Il continue à vivre, à gueuler contre ce qui fait notre quotidien : les flics et la violence, le fascisme et le racisme, etc.

Notons la sortie du quatrième album du groupe américain MDC (« Metal Devil Cokes ») avec des textes politiques bourrés d'humour sur un hardcore rapide et travaillé. La pochette, représentant un groupe de soldats plantant un drapeau Coca-Cola, leur a valu un procès. Aux dernières nouvelles, le groupe se serait séparé suite à cela. Toujours aux USA, signalons les deux albums de Bad Religion : *Suffer et No Control*, c'est du hardcore rock mélodique sur des textes sans concession sur la « way of life » américaine. Pour finir, je vous conseille les quatre disques de Rollins Band, le nouveau groupe de Henry Rollins (ex-Blak flag), qui mélangent le rock et le hardcore avec talent et originalité sur des textes



sombres et abrasifs, angoissés et angoissés (1).

En Belgique, il nous faut saluer l'initiative de « Nabate », une association qui diffuse presse et musique alternative. « Nabate » vient de sortir un Album-compilation de quatorze groupes (Dissent, HHH, Cringer...) sur le thème du sexisme. Cela s'appelle *Exclusion* (2). Vous y trouverez, outre seize bombes musicales (du hardcore au thrash), un livret d'une vingtaine de pages contenant des textes en anglais et français sur les

luttons des lesbiennes, des prisonnières, l'avortement, l'école, etc. Un travail superbe qui renoue avec la vieille tradition anarcho-punk, qui veut qu'un disque offre autant à lire qu'à écouter (Crass, Conflict, DK...).

**Patsy (Gr. de Nantes)**

(1) Pour Rollins Band, Bad Religion et MDC, demandez le catalogue de Jungle Hop, 106, rue de la Jarry, 94307 Vincennes cedex (joindre un timbre pour la réponse).  
(2) *Exclusion* est en vente, au prix de 50 francs (port compris), chez « Nabate », BP 92, 4000 Liège 1 (Belgique).

## Sélection RL

Samedi 21 avril

« *BDDA et Cie* » (18 h à 19 h 30) : émission enregistrée au festival de la BD de Grenoble. Un « grand » de la BD espagnole : Jesus Blasco. Conférence de Annie Goetzinger et interview du scénariste et éditeur Victor Mora.

Dimanche 22 avril

« *Fondu au noir* » (17 h à 18 h 30) : Voyage surprise autour des frères Prévost.

« *Les damnés de la terre* » (20 h à 22 h) : l'Argentine.

« *L'imaginaire* » (22 h à 23 h) : de Phèdre à La Fontaine.

Mardi 24 avril

« *Blues en liberté* » (10 h 30 à 12 h) : blues en mai, à Boulogne-Billancourt : Etta James, Lonnie Brooks, etc.

« *Paroles d'associations* » (19 h 30 à 20 h 30) : Des journalistes de la presse écrite et de la radio parleront d'une opération de prairinage de journalistes emprisonnés.

Mercredi 25 avril

« *Laissez-passer* » (12 h à 13 h 30) : Le Pakistan.

« *La théorie du tomahawk* » (22 h 30 à 1 h) : « Kni Crik » et, sous réserve, « Conflict ».

**FORUM**

## « Longwy 82-88 : autonomie ouvrière et syndicalisme »

La vie sociale récente se réduit-elle à une série de victoires du capitalisme, qui finit par imposer ses restructurations et disloquer le tissu social collectif? Le bassin de Longwy en fut-il une éclatante illustration?

Pourtant, ceux qui ont eu l'occasion à l'époque de parcourir cette ville au lieu des bâtiments publics occupés, de lire *L'insurgé du crassier* (1) ou d'écouter *Lorraine cœur d'acier* (2) ont ressenti ce que signifie l'expression d'une force collective ouvrière.

N'en reste-t-il aujourd'hui qu'amertume et désespérance? Un livre(3) paru récemment nous aide en tout cas à ne pas nous laisser déposséder de ce moment important de lutte et de solidarité.

Réalisé à partir de témoignages et d'analyses de nombreux militants, cette chronique de six années de notre histoire nous permet de tirer des enseignements forts utiles pour nos actions d'aujourd'hui.

**Serge**

Les auteurs du livre seront présents le samedi 21 avril aux endroits suivants :  
— 11 h 30 : « Chroniques syndicales » de Radio Libertaire (89.4 FM)  
— 16 h 30 : Forum à la Librairie du Monde Libertaire 145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République).

(1) Publication de l'Union interprofessionnelle de secteur CFTC.  
(2) Radio libre de l'union locale CGT.  
(3) *Longwy 82-88. Autonomie ouvrière et syndicalisme*, éd. Acratie (89F).

**MUSIQUE**

## « Blues en liberté » sur Radio Libertaire

Pour Salaise et son foyer communal, c'est un peu tard. Ça se passait les 6 et 7 avril dans l'Isère et il y avait du beau monde. Le Bill Thomas blues band, Louisiana Red, Errol Nixon, Otis Grand, Carey et Lurrie Bell pour les USA. La France était aussi représentée par Vincent Bucher, les Lucky Seven de Valence les Voodoo Daddys de Lyon et l'ami Tao Ravaro. L'année prochaine, il ne faudra pas le rater !

Pour les Parisiens, rien que de bonnes nouvelles, surtout en milieu de mai. Jugez plutôt : dans le cadre du festival de jazz du Théâtre de Boulogne-Billancourt :

- 15 mai : Lonnie Brooks et Etta James.
- 17 et 18 mai : Walter « Wolfman » Washington et The Blues Brothers Band (Eddie Floyd, Steve Cropper, Matt Murphy, Duck Dunn, etc.).
- 19 mai : Anson Funderburgh and the Rocketts (avec l'harmoniste Sam Meyers) et Albert King.
- 20 mai : Otis Grand and the Dance kings et Curtis Mayfield.

Le tout se déroulera à la patinoire de Boulogne (1, rue Victor-Griffuelhes, M° Marcel-Sembat).

D'avril à juin, ça marche fort pour les Musiques traditionnelles vivantes à Ris-Orangis. Le point fort (dans le parc de Saint-Eutrope) ce sera le 19 mai sur quatre lieux (le chapiteau, le cabaret, la clairière, le bal), il y en aura pour toutes les oreilles. Tout mentionner on ne le peut, toutefois à 23 h 40, à la clairière, il y aura le blues band de l'harmoniste Carey Bell et de ses fils, sans oublier Louie Lee au piano. Pour essayer de montrer qu'on n'est pas sectaire on dira aussi que c'est Xavier Lacouture qui fera le ban au même lieu !

Encore une bonne nouvelle pour le microcosme parisien : le Blues du Nord a rouvert ses portes ! C'est toujours rue Caillé, dans le XVIIIe (tel. : 42.39.00.77). Mercredi et jeudi ont été les jours d'ouverture choisis. Patrick Verbeke, Bill Thomas, Joel Daydé Blues, Guillaume Petite y officient... Espérons que cette renaissance aura de beaux jours !

**Thierry (Blues en liberté)**



## RENDEZ-VOUS

**ASNIÈRES - NANTERRE**  
Le groupe Malatesta vend le *Monde libertaire* tous les dimanches au marché d'Asnières (près de la mairie) entre 10 h 30 et 12 h 30. Il tiendra, en outre, une table de presse à Nanterre la première semaine du mois de mai, à l'occasion d'une braderie. Les sympathisants peuvent donc prendre contact soit lors des ventes, soit par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

### MARSEILLE

Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille, le groupe Région toulonnaise et la CNT-AIT organisent, dans le cadre du 1er Mai, une manifestation dont le rendez-vous pour le départ du cortège est fixé à 9 h 45 aux « Mobiles », sur la Canebière, à Marseille (métro Réformés-Canebière). Une journée champêtre (repas, débat, etc.) suivra la manifestation... Venez nombreux !

### SAINT-NAZAIRE

L'association « Les amis de F. Pelloutier » (groupe FA) organise une réunion-débat sur le thème : « le 1er Mai à 100 ans. Ni gauche caviar ni soft libéralisme. Luttes pour notre émancipation ! ». Le vendredi 27 avril à 20 h 30, salle E, Maison du Peuple à Saint-Nazaire.

Le samedi 28 avril de 16 h à 24 h le groupe FA de Saint-Nazaire tiendra une table de presse à la fête de « Lutte ouvrière », salle Jacques Brel au P'tit Maroc.

Le mardi 1er mai à 10 h, rendez-vous à la Maison du Peuple de Saint-Nazaire en vue de constituer un cortège anarcho-sindicaliste (banderole « Amis de Pelloutier » - FA) dans la manifestation syndicale (CGT, FEN, SUD). Venez en masse !

### TOURS

«Syndicats, coordinations... Quel avenir pour nos luttes ?» c'est ce thème qui sera abordé par l'Association départementale d'expression libertaire et d'échanges (ADELE) à l'occasion d'une soirée de films et débat à Tours, le jeudi 3 mai, à 20 h 15 au *studio 0 - CNP*, rue des Ursulines. Raphaël Ronnée, secrétaire confédéral de la CNT, et Gérard Coste, militant du SUD-PTT et de la FA, animeront la soirée.

Le groupe FA de Tours tient une table de presse tous les jeudis, sauf pendant les vacances scolaires, entre 11 h et 13 h 30, à la faculté des Lettres.

## COMMUNIQUE PARIS

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui abordera les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Ces cours auront lieu au local du groupe Louise-Michel, situé au 10, rue Robert-Planquette 75018 Paris (M° Blanche ou Abbesses).

— Mardi 24 avril : Fondements économiques d'une société égalitaire. La lutte contre le capitalisme et toutes formes de privilèges.

— Mercredi 2 mai : Le fédéralisme libertaire. Une autre manière de s'organiser dans la liberté

Ces cours se dérouleront à partir de 20 h 30.

## DETENTION

# Une seule dignité : la révolte !

**Les 23, 24 et 25 avril, à Châteauroux, aura lieu le procès de quatorze mutins de Saint-Maur ; à cette occasion le Monde Libertaire publie des textes collectifs sortis des prisons.**

**E**N 1987, le *Monde Libertaire* a déjà diffusé les lettres des détenus de Saint-Maur adressées au directeur de la centrale et au ministre de la Justice de l'époque, lettres promises la semaine dernière. Il nous a donc paru plus utile de vous en livrer quelques passages, plutôt que de republier des textes vieux de plus de deux ans.

Voici donc ces quelques extraits significatifs, permettant de connaître la pensée des « mutins de Saint-Maur » : « L'espoir fait place au désespoir auprès d'hommes qui se voient refuser toute possibilité d'ajournement de leur peine pour certains, et la liberté pour d'autres. Il est à craindre des explosions de violence... Nous voulons obtenir la totalité des remises de peine au même titre que dans les autres centrales... Nous voulons que les punitions de mitard soient supprimées... Nous demandons l'application du Code de procédure pénale (...) faute de quoi nous recourrons de nouveau à la violence... Car plutôt que de nous résigner à crever à petit feu, nous préférons, tant qu'à faire, crever dans un embrasement général. »

**Lettre envoyée par les détenus de la centrale de Moulins au procureur de la République de Châteauroux.**

Dans la perspective du jugement de nos camarades de Saint-Maur, qui aura lieu le 5 février 1990, pour la mutinerie de 1987, nous, détenus de la centrale de Moulins, venons par le présent manifeste, élaboré, discuté, approuvé par l'ensemble des détenus de Moulins, apporter notre soutien, et témoigner notre solidarité avec eux. Car leur lutte, notre lutte, est pour une juste cause. Ce ne sont pas quinze, trente ou cinquante détenus qui devraient comparaître devant le tribunal, mais quatre cents !

En effet, la mutinerie de 1987 fut le soulèvement spontané de l'ensemble de la population pénale de la centrale de Saint-Maur. Des hommes, acculés au désespoir, qui ont voulu reconquérir l'espoir à travers leur révolte. Car la révolte implique toujours une espérance, tandis que le désespoir, lui, reste muet : il baisse la tête. Aujourd'hui, vous allez vous acharner contre nos camarades. Mais sachez que d'autres volontés sont déjà là, prêtes à reprendre le flambeau. Et que la répression, au lieu de déstabiliser les ardeurs, donne du fond, fait des émules, enrachine, fertilise et fait croître notre détermination dans la lutte. Regardez ces hommes que vous allez condamner. Voyez comme leurs yeux brillent, voyez leurs regards intenses. Ce sont les flammes de la révolte qui brillent encore. Comme elles ont brillé dans les yeux des quatre cents détenus de la centrale, en novembre 1987.

Nous avons rédigé une charte qui regroupe la majorité des revendications émises par la population au cours de ces deux dernières décennies.

Les moyens de lutte pour faire aboutir nos revendications sont discutés collectivement. A priori nous n'excluons personne. Seuls les prisonniers en lutte décident des types d'action ponctuelles ou à long terme.

Certains détenus, fondateurs de la CNP, ayant recouvré la liberté, se sont attachés à faire vivre cette organisation à l'extérieur ; d'où la création d'une structure relais intitulée naturellement CNPE (E pour extérieur).

Grâce à cette double entité, les luttes peuvent être plus aisément relayées à l'extérieur et diffusées par l'intermédiaire de *Parloir libre* (émission sur Radio Lucrèce) ou d'autres organes médiatiques.

L'administration pénitentiaire déploie des moyens juridiques, disciplinaires, parfois illégaux (violences) de plus en plus fréquemment, pour tenter de juguler les multiples mouvements de protestation ou de révolte qu'elle provoque par son comportement tyrannique et intransigeant. Les procès se multiplient. Le 23 avril 1990 se déroulera celui des « mutins de Saint-Maur » à Châteauroux. Une très forte mobilisation semble se dessiner autour de ces prisonniers, qui se sont battus avec un courage exceptionnel pour que l'ensemble de la communauté carcérale soit libérée du joug pénitentiaire.

La CNP a lancé depuis plusieurs semaines une campagne de mobilisation en soumettant à chacune de ses antennes locales des propositions de lutte. Il apparaît, aujourd'hui, que majoritairement les diverses CNP se prononcent pour un refus de regagner leurs cellules le 23 avril (1). La Coordination nationale extérieure se chargera donc de diffuser le plus largement possible ce mot d'ordre. Conscients toutefois des difficultés ponctuelles que pourront rencontrer certains groupes, toute autre forme d'action peut être envisagée si le refus de regagner les cellules s'avère impossible.

De nombreuses associations travaillant autour de la prison se joignent à la mobilisation.

**Copel, Apad, Caic, Cpr**  
fait en mars 1990

(1) La CNP de Fresnes propose pour le 23 avril un refus des plateaux-repas et qu'un maximum de détenus écrivent au procureur de la République, à la cour d'appel de Châteauroux, à propos des véritables conditions de détention.



Cette même flamme qui luit aujourd'hui dans l'œil de chaque détenu, aucune peine ne pourra l'éteindre !

Notre mouvement de solidarité envers nos camarades s'exprimera, pour le moment, sous la forme du refus des plateaux-repas et d'une inertie maximale dans le fonctionnement des ateliers et des services généraux.

**Les prisonniers de la maison centrale de Moulins**  
fait le 28 janvier 1990

**Texte de Fleury-Mérogis**

Au cours de l'été 1988, un groupe de prisonniers a jugé utile de créer une organisation propre à soutenir ou à impulser les luttes contre la dictature pénitentiaire et judiciaire.

Nous avons décidé que cette structure prendrait pour nom : Coordination nationale des prisonniers (CNP).

## A L'ECOUTE DES DETENUS

Ne manquez pas d'écouter **RADIO LIBERTAIRE** (89.4 FM) les 23, 24, et 25 avril de 14 h à 21h.

Radio Libertaire sera un lieu de contre-information et de coordination des différentes initiatives de soutien intérieures et extérieures.

Pour les parents et amis vous pouvez aussi appeler la radio au 42.62.90.51 afin de communiquer toute information sur l'état des mouvements de soutien en cours dans les différentes prisons. Un compte rendu quotidien du procès sera fait en début de soirée.

Meeting d'information et de soutien aux mutins de Saint-Maur le 15 avril de 14 h à 22 h au 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS avec prise de parole. Concert : « Beurks band » et buvette.

Collectif de soutien aux mutins de Saint-Maur: APAD, CAIC, *Parloir libre*, *Ras les murs*

soutien financier : compte n° 2402810 F (frais d'avocat).

## SOMMAIRE

**PAGE 1 : Drogue, Logement à Paris, Editorial.**

**PAGE 2 : Au-delà de l'Etat.**

**PAGE 3 : Drogue, J. Médecin.**

**PAGE 4 : Grève à Radio-France, Fonction publique, Premier Mai à Paris.**

**PAGE 5 : Dossier Turquie, Voyage aux Philippines.**

**PAGE 6 : Le scandale Thatcher à l'heure de la « poll tax », Création d'une Fédération Anarchiste en RFA, Euro-police.**

**PAGE 7 : Le caméléon Léo Malet, « Blues en liberté », Forum, Rock radical, Sélection RL.**

**PAGE 8 : Prison, Infos FA**

## NOUVEAUTE A LYON

AU 13, RUE PIERRE-BLANC (CROIX-ROUSSE)

Le groupe Galina-Makhno tient une permanence depuis le 1er avril au 13 rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon (bus n° 6, arrêt « Jardin des plantes ») tous les samedis de 15 h à 18 h.

Durant cette permanence une table de presse, riche de plus de 200 titres, est à disposition du visiteur. Elle vous permettra de découvrir les auteurs anarchistes, anarcho-sindicalistes, etc. Pour de plus amples renseignements écrivez à : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

## PARUTIONS

### PRESSE - AFFICHE

Le groupe Humeurs noires vous annonce la sortie pour le mois d'avril, d'un numéro spécial de *Humeurs noires - Graffiti* en collaboration avec le mensuel bruxellois *Alternative libertaire*. Ce numéro d'avril est consacré à l'Europe. Ceci fait suite à une série de rencontres entre le groupe et des organisations anarchistes belges. Il entre donc aussi dans le cadre d'une action coordonnée de libertaires de quelques pays européens qui a débouché sur une affiche : « Eurosoumission, c'est pour demain. Résistons dès aujourd'hui » disponible à l'adresse du groupe au prix de 5 francs. Groupe Humeurs noires, BP 79, 59370 Mons-en-Bareuil.

### PRESSE

Le n° 68 de *Contre vents et marée* (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 3 francs à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Abonnement : 50 francs (chèque à l'ordre de l'association)

### BIQUETS ET BADGES...

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets : « ... Et l'Anarchie » (rouge sur fond noir, à 15 F l'unité et 12 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Vive l'anarchie » (avec dessin de Reiser), « J'emmerde Le Pen », « ... Et l'Anarchie ? » (+ chat noir), tous à 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires. Pour toute commande : « Contre-courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).

### AFFICHE

Les groupes de Brest, Rennes, et le groupe Malatesta ont édité une affiche « Censure, mensonge, oppression : religion-prison ». Prix de vente : 5 F l'unité, 1,40 F au-dessus de 10 exemplaires.

### AFFICHE

A l'occasion de la parution de la nouvelle formule du *Monde libertaire*, deux affiches ont été éditées (« Un air de liberté ! » et « La révolution reste à faire »). Prix de vente : 5 F l'unité, 1 F l'unité en-dessous de 10 exemplaires et 0,32 F au-dessus de 10 exemplaires.

Toutes ces affiches sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.